

« Les écoles européennes après la réforme de 2009 : quel avenir ? »



Bruxelles, le 14 mars 2011 (10.00 – 17h30)

CCAB, salles AB-0A, AB-1A et AB-1D
Web streaming

Après les **Etats-généraux sur les écoles européennes** organisés par le Comité Central du Personnel en 2007 (cfr rapport : http://www.cc.cec/home/ccp/docs/Actes-EG_EE.pdf), le travail s'est poursuivi avec la mise en œuvre de la réforme du système.

Pour continuer à vivre et à remplir leur mission, les écoles européennes doivent s'ouvrir à toute la société européenne. Pour ce faire, elles doivent se transformer sans se renier et sans nullement renoncer à la qualité de l'enseignement. Pour continuer à vivre, les écoles européennes devront toujours s'adapter et davantage se faire connaître et reconnaître.

C'est tout l'enjeu de la réforme des écoles qui sera analysée dans la journée d'étude organisée par le CCP le 14 mars prochain. Cette journée réunira tous les acteurs pour tirer un premier bilan d'étape, faire le point notamment sur le contexte budgétaire actuel particulièrement difficile et trouver des solutions à mettre en œuvre.

Réfléchir aujourd'hui au futur des écoles européennes contribue aussi à l'amélioration des conditions actuelles de scolarisation et à trouver une solution aux graves problèmes constatés tant par les élèves que par les parents.

Le Comité Central du Personnel invite le personnel à participer nombreux à cette journée d'étude tant par leur présence tant personnellement à Bruxelles qu'en web streaming à partir de tous les lieux d'affectation !

Cristiano Sebastiani
Président du Comité Central du Personnel



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 19.11.2010
COM(2010) 595 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN

Le système des écoles européennes en 2009

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN

Le système des écoles européennes en 2009

1. INTRODUCTION

Pour le système des écoles européennes, l'année 2009 a été synonyme de progrès dans certains domaines, mais elle a aussi confirmé que certains problèmes structurels n'avaient pas encore été résolus.

La décision formelle relative au processus de réforme, prise au printemps 2009, a été un accomplissement majeur, dont les bénéfices se feront sentir dans les années à venir. La faculté offerte aux écoles nationales de demander l'agrément, encouragées en ce sens par la possibilité de bénéficier ensuite d'une contribution financière de l'UE pour les enfants du personnel des institutions qui fréquentent leur établissement, ouvre désormais l'accès du programme d'études européen au grand public.

Les efforts déployés en vue de rendre le système plus efficient en matière de gouvernance ont également donné lieu à des réformes aux niveaux central et local, qui ont permis d'accorder davantage d'autonomie aux écoles, tout en respectant le cadre imposé par les règles et les règlements financiers existants.

Il a été difficile de progresser sur la question de la répartition des charges entre les États membres concernant le personnel détaché, et il est d'ores et déjà manifeste qu'il faudra intensifier les efforts dans ce domaine, tout en s'employant à réduire les coûts.

La situation économique générale a bien évidemment eu des conséquences sur les finances des écoles. On a ainsi assisté à une diminution des ressources provenant soit des contrats conclus avec des organisations extérieures soit des frais de scolarité. La contribution financière de l'UE a dès lors été fortement sollicitée. Une réflexion sur la manière d'améliorer l'efficacité économique du système permettra de prolonger les efforts de modernisation et d'adaptation des règles. La Commission continuera d'animer cette discussion, en tenant compte de la réalité économique de 2010. La question des dépenses irrégulières décelées dans le budget de 2008 continuera d'être examinée afin d'assurer une interprétation et une exécution correctes des règles.

Il est évident que certains problèmes systémiques n'ont pas été résolus, voire ont empiré au cours de l'année 2009. Ainsi la pénurie constante d'enseignants détachés continue d'alourdir indûment la contribution financière de l'UE au système. Le retard pris par les États membres pour fournir des infrastructures suffisantes dans les écoles en sureffectifs, voire leur manquement à cet égard, a continué d'affecter la qualité de vie des élèves et des parents. Cela a aussi eu des incidences majeures sur les politiques d'inscription.

La planification pour les prochaines années, qui se révéleront particulièrement difficiles dans le cas de Bruxelles et de Luxembourg, a permis d'obtenir l'engagement ferme des deux pays d'accueil de fournir des infrastructures temporaires, en attendant que les solutions permanentes, prévues pour le début de l'année scolaire 2012, soient disponibles.

L'année scolaire 2009 a débuté avec un niveau d'alerte élevé, en raison du virus A/H1N1. Le Secrétariat général, la Commission et les écoles ont élaboré des stratégies d'action et d'information qui se sont révélées utiles, même si l'impact de l'épidémie a été moins fort que prévu; le système a ainsi démontré sa capacité à faire face à ce type de crise en matière de santé et de communication.

2. SITUATION DANS LES ECOLES

2.1. Alicante

Les effectifs de l'école d'Alicante, qui compte un peu plus de 1000 élèves, sont demeurés stables. Quelques améliorations ont été apportées aux infrastructures au cours de l'année, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école.

2.2. Bergen

Malgré la fermeture progressive des sections italienne et allemande, la population de l'école a augmenté de près de 4 % en 2009. Cependant, les enfants du personnel des institutions européennes ne représentent que 17 % des effectifs. Quelques travaux de rénovation et d'entretien sont prévus.

2.3. Bruxelles

La surpopulation de Bruxelles I, II et III a continué de mettre ces écoles à rude épreuve en 2009. Malgré tout, la politique d'inscription appliquée pour 2009-2010 a permis d'atteindre un pourcentage élevé de satisfaction, avec 90 % de premiers vœux exaucés.

La situation de saturation à Bruxelles n'en devient pas moins dramatique et, selon les estimations de la future population scolaire, elle atteindra un seuil critique dans les prochaines années, au point que des locaux supplémentaires seront absolument nécessaires dès septembre 2011. Des négociations avec les autorités belges sont en cours pour obtenir des bâtiments supplémentaires, afin de pallier l'ouverture différée de la quatrième école permanente à Laeken (désormais prévue pour 2012); une demande de création d'une cinquième école à Bruxelles a en outre été officiellement présentée aux autorités belges par le Conseil supérieur des écoles européennes¹.

Suite à une lettre adressée en novembre 2009 par M. Siim Kallas, vice-président de la Commission, à M. Herman Van Rompuy, alors premier ministre, M. Yves Leterme, qui lui a succédé, a répondu que la Régie des Bâtiments² mettrait à disposition de l'école des infrastructures supplémentaires provisoires pour septembre 2011 voire, si nécessaire, pour septembre 2010.

¹ La Commission européenne a donné son accord, sous réserve de l'achèvement de la procédure d'information de l'autorité budgétaire, prévue au point 47 de l'Accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière (JO C 139 du 14.6.2006, p.1).

² La Régie des Bâtiments est le service public belge chargé de la construction et de l'entretien des bâtiments publics fédéraux.

Le «Groupe de Suivi» (qui rassemble des représentants des autorités belges, de la Commission, du Comité local du personnel de la Commission, des parents et des écoles) se réunit régulièrement pour examiner en détail les options concrètes envisagées par les autorités belges en ce qui concerne les infrastructures supplémentaires. Les réunions servent aussi à vérifier que l'avancement des travaux de rénovation pour Bruxelles IV respecte le calendrier et ne souffre pas de retards.

L'école Bruxelles I a été la figure de proue du processus de réforme et a participé activement, en tant qu'école-pilote, à la conception du nouveau plan scolaire ainsi qu'à l'élaboration de projets pour le Conseil consultatif d'école qui doit être créé dans l'école pour servir, entre autres, d'organe de concertation interne (voir point 3.1. ci-dessous). L'école a en outre fait l'objet d'un audit réalisé par l'auditeur interne, fondé sur le plan d'activité³ arrêté par le Conseil supérieur (voir le point 3.2. ci-dessous).

En ce qui concerne Bruxelles II, l'approbation du permis de construire du parking de bus par les autorités nationales a été une nouvelle bienvenue après plusieurs années de retards administratifs. En effet, à l'heure actuelle, ce sont plus de 50 bus scolaires qui stationnent deux fois par jour dans la cour de récréation de l'école. Aménager un parking qui n'empiète pas sur la cour de récréation constituera donc une amélioration de taille pour l'école. Le processus administratif étant désormais achevé, la construction doit commencer sans plus tarder et selon un calendrier serré à définir d'un commun accord avec les autorités belges.

Bruxelles III a fait l'objet de travaux d'entretien pendant l'année. Parmi les écoles européennes saturées de la capitale, c'est celle qui a connu la plus forte augmentation du nombre d'élèves (6,1 %) à la rentrée de septembre 2009.

Quant à Bruxelles IV (Berkendael), c'est l'école qui continue de disposer de la plus grande capacité disponible; elle a accueilli 594 élèves en cycle primaire, ce qui représente une progression de 36 %. L'école se prépare à ouvrir la première année du cycle secondaire en 2010.

2.4. Culham

La fermeture progressive, d'ici 2017, de l'école européenne de type I s'est poursuivie, conformément à la décision du Conseil supérieur de 2007, motivée par le futur déménagement de l'entreprise commune Joint European Torus en France, en 2016. La Commission est décidée à appuyer le vœu des Britanniques, parents inclus, visant à convertir l'école en une «academy» intégrée au système éducatif national, axée sur l'enseignement du programme d'études européen. L'école de Culham se prépare ainsi à poursuivre ses activités sous le statut d'école agréée, en étroite collaboration avec le système des écoles européennes (voir le point 3.3. ci-dessous).

2.5. Francfort

L'école de Francfort est saturée et la situation a encore empiré en 2009, avec une nouvelle hausse des effectifs. Le projet de restructuration proposé n'a pas encore reçu l'approbation des autorités allemandes.

³ Document: décision du Conseil supérieur des 22 et 23 janvier 2008, réf.: 2511-D-2007-fr-2

2.6. Karlsruhe

La population de l'école est restée stable mais les élèves dont les parents appartiennent au personnel des institutions représentaient toujours bien moins de 20 % des effectifs. Les travaux de rénovation se poursuivent et la nouvelle cantine était opérationnelle dès la rentrée scolaire.

2.7. Luxembourg

Le problème de sureffectifs persiste sur le site de l'école Luxembourg I qui, actuellement, accueille en outre les préfabriqués de l'école Luxembourg II. La Commission note avec satisfaction que les autorités luxembourgeoises ont confirmé, lors d'une réunion qui s'est tenue en novembre 2009, que des infrastructures provisoires supplémentaires seraient disponibles pour septembre 2010. Elle regrette néanmoins que cela accentue encore la surpopulation de Luxembourg I (Kirchberg), en attendant l'ouverture de la structure permanente de Luxembourg II à Bertrange/Mamer, prévue pour 2012.

Les discussions portant sur les aspects pratiques de la décision des autorités luxembourgeoises d'exploiter une ligne de transport public vers Bertrange/Mamer pour les élèves de Luxembourg II se sont poursuivies au cours de l'année. La Commission considère que le transport scolaire constitue une question cruciale pour l'ensemble de la communauté scolaire et elle salue l'effort consenti par les autorités du Luxembourg.

2.8. Mol

La population de l'école de Mol n'a cessé de croître, mais la tendance est à la diminution de la proportion d'enfants du personnel des institutions européennes. Les effectifs de la section anglaise, créée dernièrement, ont beaucoup augmenté, contrairement à ceux de la section allemande, qui n'a pas recueilli beaucoup d'inscriptions. L'évolution de la situation des sections linguistiques sera suivie selon les modalités décidées par le Conseil supérieur lors de la création de la section anglaise⁴.

2.9. Munich

D'importants travaux de construction ont été entrepris et une infrastructure provisoire supplémentaire (11 salles de classe) a été ouverte au cours de l'année. Il est indispensable d'améliorer les infrastructures en prévision des années à venir, en raison, notamment, de la croissance constante de la population de l'école.

2.10. Varèse

La population de l'école demeure stable et l'école européenne de Varèse souffre toujours du manque d'infrastructures adaptées. En mai 2009, le vice-président Kallas a adressé une lettre à ce sujet au premier ministre Berlusconi, qui est malheureusement restée sans réponse. La Commission continuera d'intervenir auprès des autorités italiennes pour qu'elles prennent des mesures.

⁴ Décision du Conseil supérieur des 22 et 23 janvier 2008, réf.: 2007-D-129-fr-4.

3. ÉVOLUTIONS POLITIQUES ET DEFIS

3.1. Réforme

Le processus de réforme lancé par les résolutions du Parlement européen en 2002 et 2005 s'est achevé en avril 2009, lors de la session de Stockholm du Conseil supérieur⁵.

Parmi les grandes réalisations, citons l'ouverture du système des écoles européennes grâce à la possibilité d'agrément d'écoles nationales, ainsi habilitées à dispenser le programme d'études européen et, éventuellement, à décerner le Baccalauréat européen. Le programme d'études européen est ainsi enseigné à Parme, Dunshaughlin, Heraklion, Helsinki, Strasbourg et Manosque⁶. À Bad Vilbel, une école est actuellement engagée dans la procédure d'agrément. De plus, l'école européenne de Culham se prépare à effectuer une transition pour pouvoir bénéficier de l'agrément, ce qui constituera une expérience précieuse pour le système des écoles européennes. Les autorités néerlandaises ont, elles aussi, fait part de leur intention de demander l'agrément pour une école à La Haye.

La réforme prévoit d'autoriser les écoles agréées à signer une convention afin de percevoir une contribution financière du budget de l'UE, au prorata du nombre d'enfants du personnel des institutions européennes fréquentant les établissements en question⁷.

Le problème du nombre insuffisant d'enseignants détachés par les États membres a été abordé, dans la réforme, sous le titre «Répartition des charges entre les États membres concernant le personnel détaché (cost-sharing)». Il a été convenu d'ouvrir la possibilité aux États membres de faire assurer l'enseignement par des locuteurs non natifs dans certains cas limités, afin d'alléger la charge des États membres détachant des enseignants pour les trois langues véhiculaires. Les effets qu'implique cette possibilité n'ont pas encore été pleinement ressentis à ce jour. La rémunération des enseignants recrutés localement pour compenser le manque d'enseignants détachés demeure très onéreuse pour la Commission: 2,1 millions EUR pour l'année 2009.

La gouvernance aux niveaux central et local a été une autre pierre angulaire de la réforme. Au plan local, les règles internes de fonctionnement des conseils d'administration des écoles européennes ont été réexaminées. L'autonomie des écoles au niveau local a été accrue, dans le respect du cadre imposé par les règlements et les décisions du Conseil supérieur, notamment le règlement financier, qui définit les limites et les obligations. Pour chaque école, une feuille de route fixant

⁵ Réf.: 2009-D-353-fr-4.

⁶ La section européenne destinée aux élèves du secondaire inscrits de la première à la quatrième année a ouvert à l'École internationale de Manosque en septembre 2009. Les inspecteurs des écoles européennes ont effectué un audit de l'école en février 2010, dont le rapport sera présenté au Conseil supérieur de décembre 2010. En cas de résultat positif, la convention d'agrément pourra alors être officiellement signée.

⁷ Le calcul des contributions respectives pour les cycles primaire et secondaire sera fondé sur une combinaison équilibrée du coût moyen par élève dans le système des écoles européennes, d'une part, et du coût moyen par élève dans le système national, d'autre part, ainsi que l'expose le document 2009-D-681-fr-1 présenté au Conseil supérieur de janvier 2009.

les objectifs à atteindre (plan scolaire annuel) ainsi que les ressources utilisables (projet de budget), les mécanismes de contrôle et l'obligation de faire rapport sont les instruments à utiliser dans ce nouveau cadre. Ils serviront de base à l'évaluation, interne comme externe, des écoles. La feuille de route doit être présentée au Conseil supérieur pour fournir toutes les informations requises en vue de l'approbation du budget. L'année scolaire 2009-2010 a été une année de transition pour la mise en œuvre de ces points de la réforme.

En outre, un conseil consultatif d'école est créé dans les écoles pour servir d'organe de concertation interne. Il sera présidé par le Directeur et composé de représentants de tous les acteurs de la communauté scolaire.

Au niveau central, les modalités de prise des décisions ont été établies en détail dans le cadre de la réforme. Les décisions relatives aux questions organisationnelles sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2009, assorties d'une période de transition visant à permettre une révision de certaines règles existantes, à réaliser pour le 1^{er} septembre 2010 au plus tard.

3.2. Audit interne

Dès 2007, le Conseil supérieur avait décidé de créer une fonction de contrôle interne. La même année, une convention de service ("Service Level Agreement") a été conclue entre le Conseil supérieur et le service d'audit interne de la Commission européenne. Au début de l'année 2008, le Conseil supérieur a approuvé le plan d'audit stratégique proposé pour 2008-2010⁸. Le premier audit réalisé conformément à ce plan d'activité a porté sur la gestion des ressources humaines. Cette mission a été menée dans le Bureau du secrétaire général et dans trois écoles: Luxembourg I, Bruxelles I et Varèse. Les travaux d'audit sur le terrain ont eu lieu à la fin de l'année 2008. Différents projets de rapports et de réponses ont successivement été examinés en 2009.

Au final, six rapports d'audit distincts ont été établis. Le premier d'entre eux, concernant «les problèmes transversaux de la gestion des ressources humaines aux écoles européennes», a été présenté au Conseil supérieur de décembre 2009⁹. Le rapport formule des conclusions valables pour toutes les écoles européennes et des propositions d'approche commune pour mettre en œuvre les recommandations qui en découlent. La prochaine étape consiste à élaborer un plan d'action. Un autre rapport, «Responsabilités du Bureau du Secrétaire général dans la gestion des ressources humaines au sein des écoles européennes», ainsi que quatre rapports sur la «Gestion des ressources humaines», portant respectivement sur le Bureau du Secrétaire général, Luxembourg I, Bruxelles I et Varèse, ont été présentés au Conseil supérieur en 2010.

Le suivi donné à ces rapports sera d'une extrême importance pour l'amélioration du système des écoles européennes. Les recommandations vont de la mise en évidence de problèmes graves à l'absence de procédures plus formelles. Les recommandations ont donné lieu à des plans d'action qui ont été approuvés par le service d'audit interne de la Commission et qui doivent être pris au sérieux par les

⁸ Réf.: 2511-D-2007-fr-2.

⁹ Réf.: 2009-D-2110-fr-2.

parties concernées. Dans certains cas, le Bureau du secrétaire général doit prendre l'initiative d'émettre des recommandations et des lignes directrices à l'intention des écoles européennes. La Commission suivra de près cette question.

3.3. Culham

Pendant l'année 2009, les autorités britanniques ont fait avancer le processus de conversion de l'école européenne de Culham en une «academy» intégrée à leur système éducatif national, qu'elles ont l'intention de faire agréer pour pouvoir continuer à y enseigner le programme d'études européen et, éventuellement, délivrer le Baccalauréat européen.

En avril 2009, elles ont signé une déclaration d'intention, première étape dans la création de l'«academy». Pour la deuxième étape, un consultant a été chargé de réaliser une étude de faisabilité, qui devait être achevée pour l'été 2010.

En parallèle, le dossier d'intérêt général d'agrément a été approuvé par le Conseil supérieur en décembre 2009. Quelques problèmes en suspens concernant l'inscription des enfants du personnel des institutions et les conditions relatives aux enseignants doivent encore être éclaircis en vue de la présentation du dossier de conformité en 2010, qui est l'étape suivante de la procédure d'agrément d'une future école «de type II».

3.4. Sureffectifs/Infrastructures

Dans plusieurs localités, la demande de places est, depuis quelques années, plus importante que l'offre disponible. Bruxelles et Luxembourg, mais aussi Francfort et Varèse, en sont les exemples les plus frappants. La situation est préoccupante et la Commission exerce une pression politique constante sur les autorités nationales pour les inciter à remplir les obligations qui leur incombent en tant que pays d'accueil des institutions et, surtout, à fournir aux écoles européennes les infrastructures adaptées. Les écoles saturées appliquent une politique d'inscription très restrictive, au grand dam des parents et des élèves, et, dans la plupart des cas, refusent les enfants de la population locale dont les parents ne travaillent pas pour les institutions européennes.

Fonder une école de grande capacité représente certes un investissement onéreux. Par exemple, le projet de rénovation de Bruxelles IV (Laeken) coûtera environ 60 millions EUR au budget fédéral belge. De même, le projet réalisé pour Luxembourg II implique des travaux de construction colossaux d'un coût supérieur à 230 millions EUR. Cependant, cette charge financière doit être replacée dans le contexte des retombées économiques positives dont bénéficient les pays qui accueillent des institutions européennes sur leur territoire. Les obligations sont en outre définies dans les conventions conclues avec le pays d'accueil et la Commission doit donc continuer d'exercer une pression au plus haut niveau, afin d'obtenir des infrastructures adaptées pour ces écoles dont la mission première est d'assurer aux enfants des membres du personnel un enseignement dans leur langue maternelle.

3.5. Contentieux

Trois litiges pendants impliquent la Commission de façon directe: deux d'entre eux concernent le Royaume-Uni, le troisième concerne la Belgique.

Le premier litige porte sur les conditions nationales d'emploi des enseignants détachés, qui ont des répercussions sur la rémunération versée par la contribution de l'UE au budget des écoles européennes.

La deuxième affaire concerne les enseignants détachés par le Royaume-Uni (qui n'appartient pas à la zone euro), dont les salaires combinent un revenu national (converti en euros) et une contribution européenne. En juillet 2008, le statut de ces enseignants a été révisé pour prendre en compte les cas de dépréciation monétaire extrême par rapport à l'euro: l'affaire concerne l'éventuelle rétroactivité de cette décision et doit déterminer si le statut des enseignants détachés en général contrevient au traité de Lisbonne en matière d'égalité de traitement et de libre circulation des travailleurs exerçant dans les mêmes conditions.

La troisième affaire est relative à un désaccord de longue date au sujet du financement des équipements par l'État membre lorsqu'il fournit les infrastructures d'une nouvelle école.

Les trois affaires devraient encore être pendantes en 2010.

De plus, une affaire concernant le versement du pécule de vacances avant 2004 a été introduite devant un tribunal national belge par un enseignant recruté localement. Un jugement est attendu pour 2010 sur l'étendue de la rétroactivité de ce paiement avant 2004. Le paiement en soi a déjà été jugé légitime. La décision rendue concernant l'étendue de l'effet rétroactif influera sur les incidences budgétaires, d'autant plus que 26 autres enseignants recrutés localement ont introduit les mêmes réclamations.

4. ÉVOLUTION BUDGETAIRE ET DEFIS

4.1. L'exécution du budget 2009 en chiffres

- Entre 2008 et 2009, le nombre total d'élèves a augmenté de 3,15 %, passant de 21 649 à 22 331. Les chiffres de l'exécution du budget révèlent une diminution de la part prise en charge par les États membres, de la part des ressources provenant des contrats conclus avec des entités privées (élèves de catégorie II), de la part des ressources provenant des frais de scolarité (élèves de catégorie III) et de la part représentée par les autres sources de financement (principalement des intérêts bancaires). En conséquence, la part correspondant à la contribution de l'UE a augmenté.

Contributions au budget (extraits des documents 2009-D-62-fr-1 et 2010-D-62-fr-1)						
	2009				2008	
	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Crédits finaux	Recettes	Crédits finaux	Recettes
États membres	57,5	-2,1	55,4	53,8	54,7	54,5
Commission	150,5	4,3	154,8	151,9	144,1	138,9
OEB	17,7	0,0	17,7	17,4	16,0	15,4
Droits d'inscription catégorie II	15,8	-0,2	15,5	14,3	15,7	14,7
Droits d'inscription catégorie III	19,7	-1,0	18,7	18,7	19,6	21,0
Autres	2,3	0,0	2,3	2,3	2,1	2,0
Excédent+réserve	0,0	2,7	2,7	2,9	5,9	7,7
TOTAL	263,6	3,6	267,2	261,3	258,0	254,0

4.2. Principaux problèmes rencontrés

Deux budgets rectificatifs ont été approuvés par le Conseil supérieur pour cette année, principalement en raison de la baisse des recettes, mais aussi de la hausse des dépenses. Au regard du budget 2009 initial, la contribution de l'UE est passée de 150,5 à 154,8 millions EUR.

L'excédent de 2008, qui s'élevait à 2,9 millions EUR, a été reporté au budget 2009 et utilisé dans les budgets rectificatifs approuvés par le Conseil supérieur pour couvrir une partie des besoins de crédits supplémentaires.

Les adaptations salariales en faveur des enseignants et du personnel détaché sont liées à l'augmentation des salaires du personnel des institutions et, de ce fait, directement touchés par la décision du Conseil des ministres de décembre 2009. En conséquence, le Conseil supérieur a lancé sa propre procédure (fondée sur une adaptation de 1,85 %), close en janvier 2010. Un engagement de 3,1 millions EUR a été reporté et les paiements ont été exécutés en 2010.

Le manque de personnel détaché constitue un problème d'ordre à la fois budgétaire et pédagogique. Selon les chiffres, le personnel non détaché a coûté 2,1 millions EUR en 2009. Les postes correspondants doivent être pourvus en recrutant du personnel au niveau local, dont le salaire est imputé sur le budget individuel des écoles et, ainsi, pour une large part, sur le budget de l'Union. L'inexécution de leurs obligations par les États membres est problématique et accroît encore les problèmes structurels.

Lors de la session d'avril 2010 du Conseil supérieur, la Commission n'a pas été en mesure d'octroyer la décharge du budget 2008 après avoir découvert que, dans cinq écoles, les règles concernant certains cours de langue maternelle pour les élèves sans section linguistique n'avaient pas été respectées. Un examen consécutif à cette infraction est en cours; la Commission a de fortes raisons de croire qu'il en est de même pour l'exercice budgétaire 2009. Si cela s'avère, des mesures rectificatives devront être prises par les écoles concernées.

5. ÉVOLUTION PEDAGOGIQUE ET DEFIS

5.1. La réforme du Baccalauréat européen

Dans le contexte de l'ouverture du système des écoles européennes aux écoles agréées, le groupe de travail «Baccalauréat européen» a soumis plusieurs propositions visant à simplifier l'organisation de l'examen, à en réduire les coûts, et à en revoir le contenu sans pour autant en amoindrir la qualité, et ce en gardant à l'esprit les exigences actuelles des universités et autres établissements d'enseignement supérieur. Certaines de ces propositions ont reçu l'approbation du Conseil supérieur de décembre 2009 et seront mises en œuvre dès la session 2010 de l'examen: l'abolition de la présentation des sujets d'examen au Président du Baccalauréat; la responsabilité, assumée par les Directeurs, de chaque école comme centre d'examens; les dispositions particulières pour les candidats à besoins spécifiques. Le groupe poursuit ses travaux, notamment sur le système de notation (interne/externe, types de notes, nombre d'examens écrits et oraux, compétences à évaluer, etc.) afin que la réforme du baccalauréat puisse être intégralement mise en œuvre à la session de 2013.

5.2. Actions en faveur des élèves à besoins spécifiques (programme SEN)

Les écoles européennes ont poursuivi leurs efforts d'intégration des élèves à besoins spécifiques, le cas échéant avec un programme d'études adapté et un personnel qualifié.

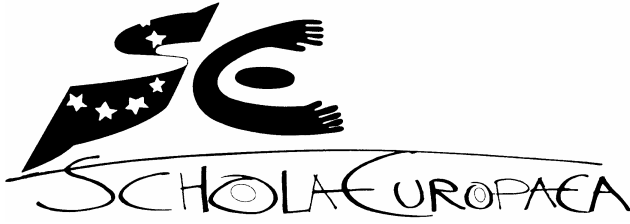
Le rapport d'évaluation de la politique SEN et pratique dans les écoles européennes, établi au terme d'une étude financée par le Parlement européen, a été présenté au Conseil supérieur d'avril 2009. Ce dernier a demandé au SEN Policy Group d'étudier le moyen de réaliser les améliorations proposées. En conséquence, les procédures SEN dans le cycle secondaire ainsi que les dispositions particulières dont bénéficient les élèves à besoins spécifiques inscrits en 6^e et 7^e années et lors des épreuves du Baccalauréat ont été adaptées.

Pendant l'année scolaire 2008-2009, 457 élèves ont fait l'objet d'une convention SEN, ce qui représente une hausse de 10,1 % par rapport à l'année précédente. La Commission a continué de mettre à disposition les ressources financières nécessaires, en accordant le transfert de crédits, ce qui permet l'ajustement des crédits aux coûts réels supportés au cours de l'année. Le budget SEN exécuté est passé de 3 426 685 millions EUR en 2008 à 4 441 142 millions EUR en 2009; cette augmentation constante est source de préoccupations, et il convient d'analyser de manière approfondie les critères SEN afin d'affecter au mieux les ressources.

6. DEFIS A VENIR

L'évolution des demandes budgétaires observée pour les écoles européennes, conjuguée à la situation économique actuelle, a conduit la Commission à demander la révision de certaines dépenses du système des écoles européennes. Une approche plus soucieuse du rapport coût-efficacité ainsi qu'une répartition plus juste de la charge financière sont nécessaires. La prochaine planification budgétaire devra être maîtrisée et la Commission a conditionné l'approbation du budget 2011 à un certain nombre de révisions de dépenses.

Sur plusieurs sites, le problème des infrastructures va devenir très préoccupant dans les années à venir. Les écoles de Bruxelles et de Luxembourg accueillent à elles seules plus de 60 % des élèves du système des écoles européennes et connaîtront, dans les prochaines années, une période difficile jusqu'à la livraison des infrastructures permanentes par les pays d'accueil, en 2012. En attendant, des solutions provisoires, sous la forme de préfabriqués, ont été proposées pour les deux villes. Même si elles résoudront le problème du manque de salles de classe dans l'immédiat, elles créeront d'autres problèmes, dus à la croissance permanente du nombre d'élèves dans les écoles existantes, rendant très compliquée la situation dans les cours de récréation, les cantines, les gymnases, le transport scolaire, etc. Plusieurs écoles se trouvent déjà dans l'obligation de louer des locaux hors de leur enceinte pour permettre le déroulement des cours obligatoires du cursus.



Schola Europaea

Bureau du Secrétaire général

Secrétaire Général

Réf. : 2010-D-329-fr-2

Orig.: FR

Bilan de l'ouverture du système des Ecoles européennes – Les Ecoles agréées

COMITE BUDGETAIRE

Réunion des 28 et 29 Octobre 2010 au BSGEE à Bruxelles

Préambule

Après cinq années d'expérience, il a paru utile de procéder à un premier bilan de l'ouverture du système des Ecoles européennes afin d'analyser et de consolider, le cas échéant, les aspects juridique, organisationnel et financier de cette ouverture qui constitue l'une des avancées majeures de ces dernières années et sans doute l'avenir du modèle éducatif des Ecoles européennes.

I. Historique

Suite aux résolutions du Parlement européen de 2002 et 2005 recommandant l'accès au Baccalauréat européen à d'autres élèves que ceux fréquentant les Ecoles européennes, le Conseil supérieur a initié une réflexion sur l'ouverture du système des écoles dont l'un des résultats les plus significatifs a été la fixation et l'adoption en avril 2005 des critères de l'enseignement européen puis, en octobre de la même année, des différentes étapes de la procédure d'agrément d'écoles nationales.

Dans le même temps, l'implantation d'agences ou institutions européennes dans plusieurs pays suite à l'élargissement de l'Union européenne, a créé la demande d'un enseignement européen pour des enfants de catégorie I, dont le nombre était insuffisant pour justifier la création d'une Ecole européenne sur le modèle traditionnel.

La conjonction de la volonté politique et de la demande des personnels de ces agences et institutions a conduit à l'élaboration d'un modèle nouveau, celui des écoles agréées, dispensant un enseignement européen conduisant au Baccalauréat européen.

La Scuola per l'Europa de Parme et le Centre for European Schooling de Dunshaughlin ont été les pionniers de cette ouverture.

Leurs caractéristiques très différentes allant de la reproduction la plus proche possible du modèle des Ecoles européennes pour la première, à l'intégration des élèves dans le système scolaire national complétée par un enseignement spécifique, notamment de la langue maternelle, pour le second, ont été pris en compte pour l'élaboration des critères de l'enseignement européen adoptés à Mondorf (doc. 2005-D-342-fr-4) qui offrent une grande souplesse d'organisation tout en définissant un cadre pédagogique à respecter pour obtenir l'agrément du Conseil supérieur.

Les écoles qui ont demandé leur agrément ensuite se situent toutes dans les limites de ce cadre assez large, du moins pour les cycles maternel, primaire et secondaire jusqu'en classe de 5^{ème}, l'enseignement dans les années 6 et 7 devant être strictement conforme à celui dispensé dans les Ecoles européennes.

Dans la perspective d'une ouverture à un plus grand nombre d'établissements nationaux, publics ou privés, le Conseil supérieur devra décider si les critères de Mondorf peuvent être maintenus en l'état ou s'il serait utile de les préciser dans certains domaines.

Classification des différents types d'écoles

Dans le cadre des discussions sur la réforme du système des Ecoles européennes, le Conseil Supérieur a établi en avril 2007 le principe d'une classification des écoles dispensant un enseignement européen en trois types :

Ecoles de type I :

Il s'agit des Ecoles européennes créées par le Conseil supérieur conformément aux dispositions de la Convention portant Statut des Ecoles européennes. Elles sont actuellement au nombre de 14, implantées dans 7 Etats membres.

Ecoles de type II :

Ces écoles sont ouvertes à l'initiative des Etats Membres concernés afin de faciliter la scolarisation des enfants du personnel d'une Agence ou d'une institution dont les effectifs ne justifient pas la création d'une Ecole européenne de type I. Une école de type II est de ce fait liée à la présence d'une agence ou institution européenne sur le territoire de l'implantation de l'école, laquelle a l'obligation d'inscrire prioritairement les élèves de catégorie I, au sens de l'article 1^{er} de la Convention portant Statut des Ecoles européennes de 1994.

Il s'agit d'écoles nationales, publiques ou privées, dont l'administration et le financement relèvent de la compétence des autorités responsables dans le pays siège de l'école.

La Commission européenne a annoncé le versement, avec effet rétroactif à l'année scolaire 2009-10, d'une contribution financière au prorata du nombre d'élèves de catégorie I inscrits dans chaque école concernée.

Ecoles de type III :

Les écoles de Type III s'inscrivent dans le cadre d'un projet pilote. Elles ne sont pas nécessairement liées à la présence d'institutions ou d'agences européennes. La demande de participation au projet pilote doit émaner d'un Etat membre, qui doit présenter une école proposant un enseignement européen correspondant aux critères définis par le Conseil supérieur en 2005.

A ce jour, 1 seul pays, l'Allemagne, s'est engagé dans la procédure visant à obtenir l'agrément d'une école de type III.

Plusieurs autres décisions concernant les écoles agréées (type II et III) et la délivrance du Baccalauréat européen ont été prises par le Conseil Supérieur depuis 2007.

Ces décisions figurent dans le Recueil des décisions du Conseil Supérieur publié sur le site web du Secrétaire général (Chap.III).

L'approbation par le Conseil Supérieur en avril 2009 du document 2009-D-353-4 relatif à la réforme de l'ensemble du système des Ecoles européennes a entériné les décisions antérieures concernant l'ouverture du Baccalauréat ainsi que le principe et la procédure d'agrément d'écoles dispensant un enseignement européen.

II. Etat des lieux

a) Ecoles de type II

Les Ecoles de type II déjà agréées sont :

- Scuola per l'Europa di Parma – Italie.
- Centre for European Schooling- Dunshaughlin – Irlande.
- School of European Education- Héraklion – Grèce.
- European Schooling - Helsinki – Finlande.
- Enseignement Européen à Strasbourg - France.

Les Ecoles de type II en cours d'agrément sont :

- Enseignement européen à l'Ecole Internationale de Manosque – France :
Le rapport d'audit sera présenté au Conseil supérieur de décembre 2010.
- Enseignement européen à la Haye - Pays-Bas :
Le dossier d'intérêt général sera présenté au Conseil supérieur de décembre 2010
- The Culham European Academy project - Royaume Uni

Le Conseil supérieur d'avril 2007 a décidé la fermeture progressive, sur une période de sept ans à dater de septembre 2010, de l'Ecole de Culham en tant qu'Ecole européenne de Type I. Il a également pris note de la proposition britannique visant à transformer l'Ecole de Culham en Academy (relevant du système scolaire anglais) et encouragé toutes les mesures tendant à y poursuivre une scolarité européenne après 2017.

Le projet britannique prévoit la transformation de l'Ecole européenne de Culham en Academy à compter de septembre 2011.

Un dossier de conformité sera présenté au Conseil supérieur de décembre. Compte tenu de la spécificité de la situation et son caractère unique à ce jour, un document juridique transférant les responsabilités du Conseil supérieur envers l'école de Culham jusqu'en 2017 à CLASS, la nouvelle entité juridique qui prendrait la responsabilité de l'Academy avec l'accord du gouvernement britannique, sera présenté simultanément.

b) Ecoles de type III

Une seule école est actuellement engagée dans le processus d'agrément pour devenir une école de type III, l'Ecole d'enseignement européen à Bad Vilbel (Land de Hessen, Allemagne), dans le cadre du projet pilote décidé par le Conseil supérieur

Des fiches signalétiques sur les Ecoles de type II et III (Réf. 2010-D-35-fr-1) sont disponibles sur le site web du Bureau du Secrétaire général des Ecoles européennes : www.eursc.eu (Les Ecoles agréées de type II et III/Introduction). Ces fiches reprennent l'essentiel des données par Ecole et sont mises à jour régulièrement.

III. Analyse

La prise de décisions et la mise en œuvre de l'ouverture du système se sont faites de manière progressive, quelquefois par à-coups, tirées vers l'avant par la volonté politique du Parlement européen et les besoins de scolarisation effectifs à rencontrer, ralenties parfois par des interrogations d'ordre juridique, pédagogique, organisationnel ou financier, liées le plus souvent à ce qui constitue la pierre angulaire de l'ouverture, la délivrance du Baccalauréat européen.

a) Le cadre juridique

Tout au long des cinq dernières années, une attention particulière a été apportée aux aspects juridiques de manière à permettre au Conseil Supérieur de prendre ses décisions sur des bases solides. Les principes fondamentaux ont été approuvés par le Conseil des ministres dans le cadre de la réforme du système des Ecoles européennes.

1- La convention d'agrément et de coopération

Le cadre juridique choisi a été celui d'une convention d'agrément et de coopération signée, au terme d'une procédure précise, par les autorités légalement responsables de l'école et le Secrétaire général, au nom du Conseil Supérieur.

L'école agréée est habilitée à dispenser un enseignement européen sur base de cette convention qui doit être renouvelée tous les deux ans après audit de l'école par des inspecteurs des Ecoles européennes.

Le texte de la convention d'agrément, préparé par le conseil juridique du Bureau, a été approuvé par le Conseil supérieur en avril 2007 (2007-D-391-fr-3). Les deux premières conventions ont été signées en 2007, avec les autorités italiennes et irlandaises, respectivement pour la Scuola per l'Europa de Parme et le Centre for European Schooling de Dunshaughlin.

La convention d'agrément est un contrat engageant les deux parties signataires. Les dispositions y figurant ont jusqu'à maintenant pu être mises en application sans difficultés majeures.

Deux points méritent néanmoins d'être examinés :

a) L'admission des élèves

L'article 8 de la convention, qui traite de l'admission prioritaire et sans frais de scolarité des enfants du personnel des Communautés européennes, est fondamental.

Art. 8 de la Convention d'agrément :

« L'Ecole agréée s'engage à inscrire prioritairement les enfants du personnel des Communautés européennes au sens de l'article 1^{er} de la Convention portant statut des Ecoles européennes, sans pouvoir exiger de ces derniers ou de leurs représentants légaux de minerval ou de droit d'inscription ».

Cet article crée une distinction entre les élèves dans des écoles nationales et induit une différence de traitement au moment de l'admission là où une telle différence est le plus souvent exclue par la loi sur l'éducation du pays concerné.

En se limitant ici aux écoles de type II, il convient d'appeler l'attention du Conseil Supérieur sur des situations juridiques complexes qui peuvent se révéler alors même que l'Etat membre a pris des dispositions législatives spécifiques pour accueillir au sein de son système scolaire national ce nouveau type d'établissement.

C'est ainsi que la notion d'élèves de Cat.1 peut se trouver restreinte aux élèves de l'Agence, ou des institutions, dont la présence a justifié la création de l'école et exigé une dérogation à la loi générale sur l'éducation dans le pays concerné. L'on se trouve alors devant une contradiction juridique entre l'article 8 de la convention d'agrément qui se réfère à l'article 1 de la Convention de 1994 et les dispositions en matière d'admission inscrites dans la loi instituant la création de l'école agréée.

Les autorités nationales concernées cherchent actuellement une solution à ce problème, soulevé par des parents de Cat.1 n'appartenant pas à l'agence implantée dans le pays, et qui, d'un strict point de vue juridique, exige de changer la loi, ce qui ne peut se faire aisément ni rapidement.

D'autres cas de ce type risquent de survenir ailleurs compte tenu de règles d'admission strictes auxquelles des dérogations sont nécessaires eu égard à la législation nationale ou locale.

Il importe donc que dès le début du processus d'agrément, toutes les parties concernées soient très attentives à ces questions afin d'établir un cadre juridique clair en matière d'admission des élèves de Cat.1.

b- L'équivalence des années d'études

La convention d'agrément qui prévoit une équivalence des années d'études entre les écoles agréées et les Ecoles européennes, sans toutefois garantir l'inscription dans une Ecole européenne de type I aux élèves ne relevant pas de la Cat.1 au sens de la Convention de 1994, n'assure pas la reconnaissance directe des années d'études avec le système éducatif national auquel appartient pourtant l'école agréée.

Dans la perspective d'une expansion de l'enseignement européen au-delà de la demande actuelle essentiellement motivée par la présence d'agences ou institutions européennes et donc d'élèves de Cat1, une équivalence directe des années d'études devrait être envisagée afin de permettre aux élèves le passage d'une école agréée vers les établissements nationaux selon les mêmes modalités qu'entre ces derniers.

2- Projet pilote d'écoles de type III

Les écoles agréées de Type III ne sont pas associées à des institutions ou agences européennes, et ne sont en principe pas tenues d'inscrire en priorité des élèves de catégorie I.

Le projet d'ouverture d'écoles de type III a rencontré les réserves de certaines délégations quant à la base légale d'une convention avec ces écoles. Suite aux

réerves exprimées, le Conseil supérieur d'avril 2008 s'est accordé sur un calendrier de lancement d'un *projet pilote* d'écoles de Type III qui pouvait commencer à partir de septembre 2009 pour les élèves de l'école primaire et des deux premières années de l'école secondaire.

Le Conseil supérieur d'avril 2008 s'est également accordé sur la nécessité, pour pouvoir évaluer le projet pilote, de le mener sur la totalité d'un cycle (c'est-à-dire jusqu'à la fin d'un niveau d'études).

Il a enfin été décidé que la convention d'agrément établie à l'origine pour les écoles de type II s'appliquerait également aux écoles de type III, à l'exception de l'article 9 concernant la contribution de la Commission à la scolarisation des élèves de Cat.1.(voir ci-dessous le point c) le cadre financier)

Aucune convention d'agrément d'une école de type III n'a encore été signée, la procédure relative au projet de Bad Vilbel en Allemagne étant encore en cours. Il conviendra le moment venu d'être attentif à la rédaction de l'article 8 concernant l'admission des élèves dans la mesure où il n'est pas prévu, dans le dossier de conformité déjà approuvé par le Conseil supérieur, de priorité pour les élèves éventuels de cat.1.

b) Le cadre organisationnel

1- La procédure d'agrément

Les décisions concernant les critères d'agrément de la scolarité européenne et les modalités pratiques de l'agrément ont été prises respectivement lors des Conseils supérieurs d'avril et d'octobre 2005 ainsi que dans le document 2009-D-353-4 : Réforme du système des Ecoles européennes et son annexe I.

Elles ne précisent pas quel(s) comité(s) préparatoire(s) doit/doivent examiner les dossiers présentés par les Etats membres avant leur soumission au Conseil supérieur.

Depuis 2005, les dossiers d'intérêt général et les dossiers de conformité ont été examinés par les Conseils d'inspection ou le Comité Pédagogique en fonction de la date à laquelle ils étaient présentés par l'Etat membre, compte tenu de la périodicité des réunions de ces conseils et comités jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme qui a réduit le nombre des réunions des Conseils d'inspection, notamment.

Le CAF, devenu le Comité budgétaire, a pour sa part toujours souhaité être consulté sur les dossiers d'intérêt général tandis que les dossiers de conformité d'ordre pédagogique étaient inscrits à l'ordre du jour des Conseils d'inspection ou du Comité Pédagogique selon la date d'arrivée du dossier, comme indiqué ci-dessus.

L'annexe du document réforme prévoit uniquement la présentation des dossiers, quels qu'ils soient, devant les Conseils d'inspection, en fait le Conseil d'inspection mixte, avant leur présentation au Conseil supérieur.

Compte tenu des compétences dévolues au Comité budgétaire et du rôle du Comité pédagogique mixte qui a pris beaucoup d'importance depuis la réforme, une adaptation de cette annexe pourrait être envisagée.

2- L'audit

L'audit des écoles par des inspecteurs des Ecoles européennes est une des phases essentielles de la procédure d'agrément. C'est en effet sur la base du rapport établi par les inspecteurs que le Conseil supérieur décide de signer la convention d'agrément et de coopération reconnaissant l'enseignement européen dispensé par l'école nationale concernée.

Le document 2009-D-109-fr-1 présenté au Conseil d'inspection mixte du 6 octobre 2009, joint en annexe, montre l'état de la réflexion sur ce sujet et avance des propositions en matière d'organisation des audits à prendre d'ores et déjà en considération, et tout particulièrement avec l'élargissement progressif du réseau des écoles agréées.

c) Le cadre financier

1- Coûts afférents à l'agrément

Le Conseil supérieur a décidé en 2006 – Doc. 1712-D-2005-fr-2 - que l'ouverture du système à des écoles agréées ne devait pas affecter le budget des Ecoles européennes.

Cette décision est clairement reflétée dans la convention :

« Article 7 de la Convention d'agrément :

L'ensemble des coûts générés par l'exécution de la présente convention, rien réservé ni excepté, est à la charge exclusive de l'Ecole agréée.

Il en est ainsi, notamment, et sans que cette énumération puisse être tenue pour limitative :

- des coûts afférents à la rémunération des inspecteurs, à leurs déplacements et à leur logement pendant la durée de leurs missions d'inspection.

- des coûts afférents aux formations continuées visées à l'article 5. »

Cet article ne mentionne expressément que les missions des inspecteurs, pour l'audit notamment, et la participation des enseignants aux stages organisés centralement pour les enseignants des Ecoles européennes, seules dépenses envisagées précisément au moment de l'adoption du texte de la convention d'agrément.

Depuis, l'organisation du baccalauréat à Parme a montré combien était coûteuse pour les écoles agréées la mise en application des modalités actuelles et nous a confortés dans la volonté de procéder le plus rapidement possible à une simplification de cette organisation en vue d'une réduction des coûts sans nuire à la qualité de l'examen.

Des propositions ont déjà été approuvées par le Conseil supérieur en avril dernier et d'autres lui seront présentées en décembre après avis du Comité pédagogique mixte et du Comité budgétaire.

En-dehors des prestations mentionnées ci-dessus, qui peuvent être facturées précisément, le Bureau et les Ecoles européennes de type I sont impliqués à différents niveaux dans l'ouverture du système : suivi juridique, pédagogique et administratif, y compris en matière d'informatique pour la gestion du Baccalauréat, pour le premier, apport d'informations organisationnelles et pédagogiques pour les autres. Ceci représente un coût non négligeable, en ressources humaines du moins, toute dépense directe sur le budget ayant été évitée.

Toutefois, compte tenu de la réforme du système prônant l'ouverture, la décision de janvier 2008 interdisant toutes dépenses dues aux écoles agréées révèle son inadéquation non seulement à la réalité mais aussi à l'esprit même d'un système unique d'enseignement européen.

Peut-on dès lors continuer à fournir comme maintenant ces prestations dans le cadre des ressources dont dispose le système élargi, avec les limitations que cela suppose, ou doit-on envisager de fixer un montant forfaitaire à payer par les écoles agréées pour bénéficier des services du système ?

2- Financement des élèves de la Cat. I : accords bilatéraux Communauté européenne/ Etats Membres

Le Conseil supérieur a approuvé le principe de l'inclusion dans la Convention d'agrément d'un article concernant la contribution au financement des écoles de Type II par l'Union européenne au prorata du nombre d'élèves de Cat.1 dans l'école.

« Article 9 :

La présente convention est soumise à la condition suspensive de la conclusion par l'Ecole agréée d'un accord de financement avec la Commission européenne ou un autre organisme communautaire européen dont l'objet est la fourniture par cette dernière (ce dernier) d'une contrepartie financière résultant de l'application de l'article 8.

Cet accord de financement devra comprendre une clause interdisant à l'une et l'autre des parties d'y mettre fin en cours d'année scolaire. »

Les modalités de cette contribution basées sur un équilibre entre les coûts moyens par élève au sein du système des Ecoles européennes et les coûts moyens par élève du système national, sont actuellement soumises à la procédure de prise de décision au sein de la Commission européenne.

L'octroi de la contribution, qui sera versée directement à l'école de Type II ou son autorité de tutelle, fera l'objet d'un accord spécifique bilatéral entre les autorités responsables de l'école agréée et la Commission européenne

Il importe de définir la notion d'élèves de Cat. I de manière claire, afin de bien établir les cas où un financement de la Commission Européenne pourra être accordé. La question des élèves de Cat.I fréquentant éventuellement une école agréée en tant que Type III devra également être clarifiée.

L'apport financier de la Commission aux écoles agréées devrait les aider à faire face aux dépenses supplémentaires découlant du curriculum de l'enseignement européen et de l'offre du Baccalauréat européen. Cet apport sera néanmoins très variable selon la composition du public scolaire de ces écoles.

c) Le cadre pédagogique

Les critères de l'enseignement européen approuvés à Mondorf laisse une certaine souplesse aux écoles agréées en matière de curriculum pour les classes allant de la maternelle à la 5^{ème} secondaire. En revanche, ils imposent le strict respect du curriculum et des dispositions du Règlement d'application du règlement du Baccalauréat pour les années 6 et 7 du secondaire qui font l'objet d'une convention additionnelle d'agrément spécifique.

L'offre du Baccalauréat européen dans les écoles agréées

a) Arrangement provisoire pour Parme

Par procédure écrite de novembre 2007, le Conseil supérieur a approuvé un accord provisoire permettant aux élèves de la Scuola per l'Europa de Parme de présenter le Baccalauréat européen avec délivrance du diplôme par l'Ecole de Varese.

Cette décision est entrée en vigueur lors du Baccalauréat européen de juin 2009 et restée d'application en 2010.

Une convention additionnelle à la convention d'agrément de 2007 a été signée le 14 janvier 2009 reconnaissant l'enseignement dispensé en 6^{ème} et 7^{ème} années du secondaire de la Scuola per l'Europa de Parme.

b) Amendements au Règlement du Baccalauréat

En avril 2008, le Conseil supérieur a approuvé les amendements au Règlement du Baccalauréat européen (Accord de 1984) permettant aux écoles agréées par le Conseil supérieur d'offrir le Baccalauréat européen.

c) Réforme du Baccalauréat

Le groupe de travail poursuit ses travaux sur la base de l'évaluation externe demandée par le Conseil supérieur à l'Université de Cambridge ainsi que sur celle des rapports des présidents du Baccalauréat, de ces trois dernières années notamment.

Il importe qu'il garde à l'esprit que l'origine de ce processus de réforme est précisément l'offre du baccalauréat à des élèves ne fréquentant pas les Ecoles européennes (type I) suite aux résolutions du Parlement européen.

Outre les aspects pédagogique et organisationnel de l'examen, celui du coût du Baccalauréat pour les Ecoles agréées doit être pris en considération. Le coût actuel par élève du Baccalauréat européen dans le système est en effet trop élevé. Les mesures déjà prises et celles qui sont proposées au Conseil supérieur dans le cadre de la réforme du Baccalauréat devraient permettre de parvenir à un montant plus raisonnable.

IV. Conclusion

Ce premier bilan avait pour objet de dresser un état des lieux de la situation actuelle de l'ouverture du système des Ecoles européennes et d'appeler l'attention du Conseil supérieur sur certaines questions qui se sont posées au fil de l'application des dispositions prises durant ces cinq dernières années pour permettre progressivement la mise en œuvre de la réforme la plus importante ayant jamais été décidée dans les Ecoles européennes.

Bien qu'encore modeste et étroitement liée à la présence d'agences ou d'institutions européennes, l'ouverture pratiquée n'en est pas moins extrêmement importante en ce qu'elle concerne in fine la délivrance du Baccalauréat européen qui doit garder son statut de diplôme reconnu par tous les Etats membres et au-delà.

A cet égard, les décisions qui seront prises concernant la réforme du Baccalauréat sont essentielles et doivent être prises en temps utile pour les élèves des écoles déjà agréées qui présenteront l'examen pour la première fois en 2013.

V. Proposition

Le Conseil supérieur est invité à prendre connaissance de ce rapport et à indiquer s'il souhaite que des modifications soient apportées aux procédures actuellement en vigueur compte tenu des questions soulevées sur les plans juridique, pédagogique, financier et organisationnel, en donnant mandat au Secrétaire général de présenter des propositions en avril prochain, sans préjudice des résultats des travaux futurs du Groupe de travail Réforme du Baccalauréat

Annexe I: « Agrément des Ecoles de Type II et III : Organisation des audits » (2009-D-109-fr-1)



EUROPEAN COMMISSION

Staff Committee Brussels

The President

Brussels, March 2nd 2010
CLP Bruxelles/DM/mp D 6 (2011)

**NOTE FOR THE ATTENTION OF JOSÉ MANUEL BARROSO,
PRESIDENT OF THE EUROPEAN COMMISSION AND MAROŠ ŠEFČOVIČ,
VICE-PRESIDENT OF THE EUROPEAN COMMISSION**

Subject: budgetary cuts to European schools

Dear President, Dear Vice-President,

The Local Staff Committee and the Parents Associations of the European schools in Brussels are very concerned about the announced cuts to the Schools budgets for 2011 and 2012.

The European Schools will receive a budget of €164 million from the European Commission for this financial year, with no increase at all for 2012. This represents a cut of €7 million over the amount budgeted for 2011 and a cut of €17 million for 2012.

Furthermore the European Commission is currently insisting that in addition to absorbing these cuts, the schools also pick up in 2011 the unbudgeted cost of the recent European Court ruling, granting European Commission employees (i.e. teaching and other staff employed at the schools) fully indexed staff salary increases, backdated to 2009.

For large schools such as Woluwe, Ixelles or Uccle this means having to find savings of around €2 million in both 2011 and 2012 out of running costs of circa €34 million, which are mostly fixed with little room for flexibility. The situation is not easier for the fourth school where higher additional costs will be generated by moving from Berkendael to Laeken in mid-2012,

For 2011 the expenses have already been committed based upon the original budget approved by the Board of Governors in April 2010. These expenses cannot now be undone as they almost entirely relate to the class and subject structure in place for the school year that started in September 2010; pupils cannot have their courses cancelled mid-way through the year.

This gets to the heart of the problem; around 80% of all costs in the schools are related to teaching staff. Therefore the only realistic way that significant cuts can be achieved is

by reducing the amount spent on teachers, which must inevitably result in fewer courses on offer or fewer courses in the mother tongue of the pupils.

We understand that schools cannot be immune from belt tightening in the current adverse economic environment and share the need to explore the scope for a more efficient use of resources. However cuts of this magnitude will affect core educational choices and endanger the future of our children.

The Local Staff Committee and the parents associations support the need to explore whether there is scope for greater efficiencies by combining groups and sharing resources better, but this alone will not close such a large funding gap.

The schools have transparent budgets without hidden reserves or spending programmes that can be delayed or adjusted to cover these short falls. Therefore the full impact of these cuts will fall on the quality of education and the associated expenses such as for pupils with Special Educational Needs, SWALS (students without a language section) and safety and security; there is nowhere else that this money can be found.

Local Staff Committee and the parents associations strongly disagree with the size of cuts the Commission and Member States are demanding, and ask the amounts to be revised.

In particular, we would like to focus our concerns on the following points:

- First and foremost, for 2011 the European Schools should not be asked to absorb the back dated cost of the teachers salary indexation as per the recent court ruling. This cost should have been provisioned for in the school budgets. The failure to do so cannot be assumed by the European schools that are already under pressure. We question the way these amounts have been budgeted as well as the discrepancy between the way the Commission dealt with this issue for its own administrative budget and the budget of the schools, and ask the Budgetary Authority to find another solution. For 2012, we urge the Commission and the Budgetary Authority to ensure that the amounts foreseen in the financial programming will not be reduced.
- Second, core educational subjects, such the sciences and other BAC related subjects and L2 in all vehicular languages, must not be touched, because this directly affects the chances of our children for further education. We strongly oppose any cuts to the core curriculum or extensions to teaching core subjects by non-native speakers or in non-native languages. This strikes deep into the quality of the European schools as well as into their very “raison d’être” . Already we see BAC results for the larger schools trailing; this trend must not be re-enforced through these cuts. Efficiency savings should be directed at non-BAC related subjects, but not the core curriculum.
- Third, cuts must not affect the replacement of teachers. Already the children in the big schools receive less than the stipulated 180 days of education. This will be compounded by the loss of hours due to illness and other teacher absences if the budget does not allow for appropriate replacement. Budgets for teacher replacement are already insufficient, and typically exhausted before mid year – a further example of how the current budgeting process driven by the Commission is not aligned with the reality of the schools needs.

- Fourth, cuts must not affect the maintenance of basic infrastructure for providing core services such as canteen, transport, periscolaire activities, nor safety and security measures which are the responsibility of the School system.

We would like to meet you at your earliest convenience in order to discuss these points.

The future of Europe as a knowledge economy is predicated on high quality education. We are confident that you will not allow the short term actions of the Commission and Member States themselves to be the first to undermine this principle.

Yours faithfully

Hans TORREKENS

President

(Signed)

APEEE I	APEEE II	APEEE III	APEEE IV
Pierre Choraine	Wolfgang Munch	Helene Chraye	Erika Schulze
(Signed)	(Signed)	(Signed)	(Signed)

Copies: Mrs Souka, Director General Human Ressources European Commission
 Interparents, APEE
 Staff Committees of the EP, Council, CES, CdR
 OSPs

Que s'est-il passé depuis les États généraux ?

La tenue des États Généraux en décembre 2007 a montré l'attachement, des usagers et du personnel, au système des écoles européennes mais a aussi souligné les problèmes matériels, budgétaires, pédagogiques, de gouvernance des écoles actuelles. Le débat a soulevé l'enthousiasme des participants en faveur d'une évolution des écoles combinant à la fois préservation de leur excellence et ouverture à d'autres usagers. Que s'est-il passé depuis lors?

Des problèmes qui persistent

Même s'il est rassurant de souligner qu'à Luxembourg « le premier coup de pelle » pour la nouvelle école vient d'être donné, la situation n'évolue pas assez vite à Bruxelles. Qualifier la surpopulation de chronique n'est plus de mise: elle est structurelle. Dès l'ouverture des nouvelles écoles, celles-ci seront déjà surpeuplées.

La politique d'inscription reste problématique et l'organisation des tirages au sort ne peut être « la solution ». L'école de Bruxelles IV risque de devenir un repoussoir et les petites sections dans les écoles peinent à assurer une masse critique pédagogiquement viable. De plus, l'exclusion des enfants de catégorie III (du grand public) et le gel des contrats de catégorie II (contrats avec des institutions ou entreprises) deviennent progressivement politiquement inacceptables.

Les États membres rechignent à assumer leurs obligations. Les uns refusent de détacher des professeurs en application du principe « *I want my money back* », les autres n'y consentent que pour des durées limitées. Les accords de siège ne sont pas respectés. La Commission a réagi en initiant une procédure en justice contre la Belgique, certes sur un point mineur mais exemplaire à bien des égards.

L'un des objectifs de la Réforme des écoles européennes qui sera sanctionnée par une Conférence interministérielle en 2009 (au mépris des prérogatives du Conseil Supérieur qui apparaît de moins en moins compétent) est de revoir ce que l'on appelle le '*cost-sharing*' c'est à dire les petits arrangements financiers entre États. Ceux-ci se font généralement au détriment de la qualité pédagogique malgré les protestations et les bonnes intentions. Après avoir remplacé de nombreux professeurs détachés par des chargés de cours sans statut, malgré l'accord au Conseil Supérieur – Helsinki, avril 2008 - d'assurer des contrôles linguistiques rigoureux, afin d'éviter tout dérapage de la qualité de l'enseignement fourni, il y a un risque évident que l'on essaie de réduire le recours aux locuteurs natifs.

Il est appréciable que la Réforme vise à accroître l'autonomie des écoles et à permettre la prise de décision à des niveaux plus proches du terrain, tout en augmentant la responsabilisation de chaque Ecole vis-à-vis du système de contrôle central.

Si les principes sont louables, les bonnes intentions réelles et l'amorce d'une meilleure gouvernance bienvenue, il est essentiel de saisir cette occasion pour créer un nouvel élan. Il ne doit d'aucune manière s'agir de l'énième tentative de restreindre les budgets, de demander aux écoles de gérer la pénurie tout en leur imposant des contraintes procédurales qui les étranglent.

Or, le nouveau règlement financier, pourtant indispensable afin de permettre des contrôles de gestion adéquats, et la création de l'Autorité Centrale des Inscriptions à Bruxelles, devenue nécessaire suite au manque cruel de m², risquent de l'aveu même des Directeurs d'accroître inutilement les contraintes administratives.

Enfin, la Réforme se fixe pour objectif rendre plus accessible l'enseignement européen sanctionné par le Baccalauréat Européen. Le personnel partage avec la plus grande conviction cette ambition qui toujours été la sienne. Mais le diable est dans les détails.

Les écoles de type II (accueillant des enfants de catégorie I, c'est-à-dire du personnel communautaires) financées localement recouvrent des réalités différentes. L'école de Dunshaughlin en Irlande n'a pas encore pour ambition de préparer au bac européen et se limite à l'enseignement des langues selon le programme des EE. L'école d'Heraklion rencontre des problèmes. Les écoles de Strasbourg et de Manosque sont prometteuses, surtout la première, mais trop récentes pour porter un jugement. La situation des écoles à Parme et Helsinki est plus rassurante et l'ambition semble véritablement d'appliquer le programme d'enseignement européen. Néanmoins, il reste encore des problèmes de gestion du personnel et des doutes subsistent en ce qui concerne l'insuffisance de ressources pédagogiques pour assurer un enseignement approprié aux exigences des programmes.

Le personnel soutient la vision d'ouverture de la Commission, tout en souhaitant des solutions aux problèmes immédiats. Les écoles de type III (ouvertes à tous) sont l'espoir du système pour diffuser plus largement l'éducation européenne.

Nous sommes conscients que les États membres sont frileux. Ils n'aiment guère ce concept probablement car ils craignent que ces écoles de qualité ne mettent en lumière les défauts parfois criants de leur système éducatif national. Et surtout, plusieurs d'entre eux semblent ne pas aimer du tout l'idée que des enfants puissent être scolarisés sur leur territoire, sans devoir faire la plus grande partie de leurs études dans la langue vernaculaire.

Des défis à relever, des besoins à satisfaire

L'un des rares avantages compétitifs de l'Europe est le haut niveau d'éducation de sa population. Cette qualité s'érode d'une part, parce que d'autres ont compris la nécessité et la rentabilité de cet investissement et, d'autre part, parce que les États européens ne savent ni réformer, ni investir dans leur système éducatif.

La mobilité en Europe est une nécessité économique et sociale. Certains ont déjà compris qu'un bassin d'emploi qui offrirait aux employés de multinationales, souvent expatriés pour de courts contrats, une solution pour éduquer leurs enfants dans leur langue et dans leur culture, aurait un net avantage compétitif pour attirer de grosses entreprises. C'est, d'ailleurs, devant la menace d'ouvrir à Kiel une annexe de l'école européenne de Karlsruhe que la France s'est empressée d'ouvrir l'école de Strasbourg en un temps record.

L'enseignement européen, destiné d'abord aux fonctionnaires européens, est maintenant une nécessité pour tous les migrants économiques et pour les citoyens désireux d'une véritable éducation européenne. Or, nous avons une solution éprouvée depuis cinquante ans pour répondre à ce défi: le modèle existe, les programmes sont rodés, nous avons le cadre juridique (conventions d'agrément). Les problèmes de financement pourraient être résolus avec un peu de bon sens.

Il ne manque que la volonté politique d'investir dans le futur.

C'est là le défi majeur à relever : mettre en place la structure éducative qui répondrait aux nouveaux défis d'une Europe qui serait un vrai marché unique de la culture, du savoir et du développement humain. Sans une réponse adaptée, l'Europe ne pourra jamais se battre à armes égales avec les autres poids lourds économiques.

Ajoutons une mention pour l'offre éducative au-delà des frontières de l'Europe. Les différents Etats subsidient à grands frais leurs propres écoles internationales dans les principales capitales quand une école européenne pourrait rendre le même service à moindre coût, en y ajoutant une présence symbolique forte de cette Europe qui a tant de mal à construire une image positive.

Les Ecoles Européennes sont nées d'une vision et c'est une nouvelle vision qui les fera se développer.

Le personnel est prêt à soutenir avec toutes ces forces ce nouvel élan.

Un dernier mot: nous souhaitons remercier ici tous les acteurs qui ont contribué à faire des Etats Généraux un succès à la fois pour le nombre et la diversité de ses participants et pour la richesse de ses travaux. Sur ces aspects, nous devons particulièrement remercier Jean-Paul Soyer pour sa contribution à la fois intellectuelle et matérielle, Valeria Di Noia pour sa contribution à l'organisation de cet événement et les services du SCIC et de la DG ADMIN pour leur soutien sans faille.

Georges Vlandas

Cristiano Sebastiani

Mars 2009

Documents des débats : <http://gudee.eu>